



DES RÉGIMES DE CITOYENNETÉ EN MUTATION ET DES INÉGALITÉS PERSISTANTES

Jane JENSON

Professeure émérite, département de science politique de l'Université de Montréal

À partir de la fin des années 1960, les mouvements féministes, faisant pression sur les institutions tout comme dans les rues, voyaient avec optimisme les femmes devenir citoyennes à part entière. Les acteurs politiques et les mesures qu'ils mettaient en œuvre se renforçaient mutuellement, permettant ainsi d'engranger plusieurs victoires. L'interruption volontaire de grossesse (IVG) devint un *droit civil* et les femmes gagnèrent en autonomie au sein de la famille. Des *droits sociaux* purent les protéger des discriminations et promouvoir l'égalité des chances. Les obstacles à leur participation tombèrent un à un et leurs *droits politiques* se renforcèrent. C'est ainsi que ces trois types de droits de citoyenneté soutinrent les efforts des femmes pour accéder plus largement à la sphère publique (del Re et al., 2013). Leur position de citoyennes de seconde zone fut remplacée par une identité de citoyennes à part entière. En d'autres termes, même si des améliorations restaient nécessaires, les acteurs et actrices féministes et leurs politiques arrivèrent à modifier les trois dimensions d'un régime de citoyenneté, à savoir : droits, accès et appartenance (Jenson, 2007).

Cependant, près de cinquante ans plus tard, les féministes sont moins optimistes et le projet de citoyenneté à part entière semble stagner. Les inégalités structurelles sont tenaces, malgré une adhésion des institutions internationales, supranationales et nationales à la rhétorique de l'égalité de genre comme valeur fondamentale. L'opposition à l'égalité de genre met en cause et sape la prétention des femmes à une appartenance en tant que citoyennes à part entière. L'accès aux positions de pouvoir est loin d'être paritaire. Les inégalités de salaire perdurent alors que le travail du *care* demeure impayé ou sous-payé, amplifiant les inégalités entre les femmes et les hommes en matière de responsabilités et de revenus.

Trois facteurs restructurent aujourd'hui les régimes de citoyenneté de manière à affaiblir les engagements en faveur de l'égalité : une vision restrictive des *droits*, définis comme une protection contre les discrimi-

nations plutôt que comme une égalité de résultats et avec un *accès* canalisé à travers l'arène judiciaire ; une réorientation des politiques sociales et de l'emploi qui marginalisent les *droits* et l'*appartenance* des femmes en tant que citoyennes ; et l'apparition de forces politiques déployant un discours anti-égalité qui cherche à délégitimer l'*accès* politique des acteurs avec revendications fondées sur le genre. Si un seul de ces facteurs ne permet pas de comprendre la persistance d'une citoyenneté inégalitaire, l'ensemble des trois dessine une configuration qui impose aux féministes de faire preuve de vigilance.

REDÉFINIR LA MACHINERIE POLITIQUE – UN MÉCANISME D'INCORPORATION

Les dernières décennies ont vu naître une mobilisation politique majeure de groupes cherchant à aller au-delà d'une vision binaire de ce qui distingue ou rassemble tous les hommes et toutes les femmes. Les

féministes noires et les femmes racisées aux États-Unis et en Grande-Bretagne commencèrent la lutte et furent rejointes par des groupes revendiquant une pleine citoyenneté pour des personnes aux préférences sexuelles et identitaires non hétéronormées. Poussés par les mouvements sociaux, l'Union européenne (UE) et ses États membres réorientèrent leur machinerie politique et leurs actions dans le but de surmonter les « discriminations multiples », fournissant protection contre les discriminations et promesse d'un régime de citoyenneté plus inclusif.

En se recentrant sur les discriminations – envers les personnes LGBTQ dans le droit familial ou le droit d'asile, contre les expressions religieuses et les pratiques oppressives, pour l'inclusion des immigrants et des Roms, etc. – l'UE revint au schéma initial d'« égalité de traitement » utilisé pour résoudre les inégalités entre les femmes et les hommes. Les États membres réaffirmèrent eux aussi des cadrages anti-

discriminatoires. De plus, alors que cette approche obtenait un important soutien politique, les inégalités entre hommes et femmes ne sont plus le schéma dominant des décideurs. Les solutions destinées à assurer aux femmes leurs pleins droits de citoyenneté furent assimilées aux modèles développés pour les autres types de différences (Verloo, 2006).

L'Union européenne a encouragé ses États membres à suivre cette voie judiciaire, avec les commissions polyvalentes. Le retour à l'optique antidiscriminatoire a ainsi changé les institutions devant mettre en place une citoyenneté inclusive. Lorsque l'enjeu est de savoir s'il y a ou non discrimination (directe ou indirecte) l'arène judiciaire prédomine. Les institutions judiciaires ou quasi judiciaires deviennent la clé de leur suppression et les politiques d'égalité des chances qui mettent en place des actions de discrimination positive perdent leur importance. Les inégalités de genre partagent aujourd'hui un espace discursif et des ressources limitées avec beaucoup d'autres types d'inégalités, qui certes nécessitent (et méritent) une forme de protection. De plus, le cadrage judiciaire de l'inégalité et de l'exclusion dans les régimes de citoyenneté marginalise les politiques d'égalité des chances devant instaurer l'égalité socio-économique. « Une approche antidiscriminatoire basée sur les droits implique nécessairement une approche individualiste... », ainsi peu d'attention est portée aux politiques sociales destinées à changer les normes et les pratiques sociales (Lewis, 2006 : 428).

MARGINALISATION PAR UN MÉCANISME D'EFFACEMENT

Une politique sociale reposant sur une perspective d'investissement social est le second facteur modifiant les régimes de citoyenneté (Jenson, 2011). Pendant plus de deux décennies, les décideurs ont redessiné les politiques d'aide sociale, favorisant l'investissement dans les enfants et dans l'emploi des parents. Des mesures centrées sur l'enfant dominent les discours et les pratiques des politiques sociales et économiques, orientant les dépenses publiques sur le « capital humain ». Ces politiques aident les femmes – surtout les mères monoparentales – à entrer et à rester sur le marché du travail, mais l'attention aux inégalités salariales s'effrite et peu est fait pour pousser les hommes à changer leurs rôles (Saraceno, 2015 : 262-63). Les inégalités de genre sur le marché du travail sont

acceptées comme étant inévitables : « ... le type d'emploi que les femmes reçoivent n'est que peu problématisé et les mesures politiques proposées ne prennent aucunement en compte de manière sérieuse la question de l'inégalité de genre dans le travail non-payé... » (Razavi, 2014, 119, notre traduction). Une telle perspective est peu susceptible de mettre en place une égalité socio-économique entre hommes et femmes, qui permettrait d'assurer à celles-ci une pleine citoyenneté.

Après deux décennies, il est devenu clair que la perspective d'investissement social limite l'attention politique et discursive des politiques sociales à l'égard des femmes, appréhendées soit comme travailleuses non genrées, soit comme mères de jeunes enfants. Cette approche implique une réification du rôle de mère et de la maternité, et une marginalisation des revendications égalitaires pour les femmes adultes. Les décideurs plaident pour une certaine défamilialisation du *care* de manière à assurer un meilleur taux de participation des femmes au marché du travail, mais sans aucun effort pour changer le comportement des hommes. Les revendications de droits sociaux vont à des acteurs et à des institutions préoccupés par le développement social mais peu de ces institutions sont encore chargées de garantir l'égalité dans le marché du travail. La responsabilité de l'égalité entre hommes et femmes a été dévolue aux canaux judiciaires et quasi-judiciaires décrits ci-dessus.

En résumé, nous pouvons dire que les régimes de citoyenneté qui se concentrent sur la lutte contre la pauvreté et sa transmission entre générations se préoccupent peu d'objectifs d'égalité en matière de salaire, de travail et de *care*. Ils visent la pauvreté des enfants plutôt que celle des adultes et des familles, et fournissent des transferts et des services sociaux destinés à augmenter le capital humain des enfants. Peu de considération est donnée aux femmes dont les enfants sont adultes, qui n'ont pas d'enfants, ou dont l'identité est plus large ou différente de celle d'être « mère ». Le silence cache souvent leurs besoins et peu d'attention est ainsi portée à leur qualité de citoyennes à part entière.

DÉLÉGITIMER LE GENRE

À quelques exceptions près, jusqu'à récemment les partis de gauche, syndicats et autres mouvements ont générale-

ment considéré l'égalité entre femmes et hommes comme faisant partie d'un agenda progressiste plus large. Le paysage politique d'aujourd'hui est très différent. De puissantes forces politiques rejettent la légitimité même du féminisme et des revendications liées au genre ; une opposition qui repose sur une configuration complexe d'éléments structurels (Verloo, 2018). La cible est « l'idéologie du genre » ; expression utilisée par ses détracteurs pour faire état d'un soi-disant ensemble organisé – et méprisé – d'idées issues de militantisme et des recherches féministes et LGBTQ. Pour les acteurs « anti-genre », cette soi-disant idéologie est l'ennemi à craindre et à abattre. Pendant que l'Église catholique apporte son autorité intellectuelle au propos des « anti-genre », leur base politique est assurée par le populisme de droite. La politique de la peur, partagée par les populistes et les opposants à « l'idéologie du genre », s'accommode bien d'une « ... *nostalgie d'un âge d'or où tout était plus simple et où les genres étaient ce à quoi ils ressemblaient* ... » (Paternotte and Kuhar, 2018 : 14). Ces contestations relatives aux notions d'égalité des droits, ainsi que de protection et de droits civils de l'intégrité physique, sont particulièrement menaçantes.

La mobilisation de rue a influencé les décideurs politiques. Les partis de droite, aux niveaux national et européen, préconisent la fin de toute aide aux associations défendant et pratiquant l'IVG. La stratégie des dirigeants européens est d'éviter une confrontation directe avec le noyau dur du *backlash* (Malte, Pologne et, jusqu'à l'été 2018, Irlande), même si cela signifie autocensure et édulcoration de leurs politiques (Ahrens, 2018 : 80-81). La France a gagné une loi permettant le mariage et l'adoption pour les couples de même sexe, mais sans nombre de ses promesses originales qui furent la cible de la *Manif pour tous*.

La fragmentation du consensus autour des normes du régime de citoyenneté a eu pour résultat, non pas un nouveau consensus politique, mais un conflit politique. En d'autres termes, la situation politique reste perturbée et instable. Alors que les opposants au droit civil à l'avortement descendent dans la rue, les tenants du droit à l'IVG se sont à plusieurs reprises mobilisés – l'Espagne en est un bon exemple. Toute autosatisfaction fondée sur les victoires des années 1970 et 1980 a été remplacée par ce que Bérengère Marques-Pereira (2018) appelle une « vigilance à l'égard des institutions », une action qui s'impose à tous les niveaux.

Par rapport à ce troisième facteur, nous pouvons conclure que les politiques d'opposition ont déstabilisé le régime de citoyenneté de manière significative, mais sans générer jusqu'à présent un nouveau consensus autour de normes inégalitaires.

CONCLUSION

Cet article a identifié trois facteurs qui contribuent à la persistance d'une citoyenneté inégalitaire. Les plus visibles sont des forces politiques, souvent mais pas exclusivement, de droite et sous l'influence de l'Église catholique, qui cherchent à délégitimer les droits sociaux, politiques et civils que le féminisme a revendiqué pendant des décennies. Portée, dans certains pays, aussi bien par les partis de gouvernement que les partis extrémistes, cette opposition a partout amené les politiciens à se demander si – et comment – ils vont maintenir leur engagement pour défendre une pleine citoyenneté pour les femmes.

Cependant, ces actions directes et leurs réponses politiques ne sont pas les seules à expliquer cette persistance des inégalités de citoyenneté. Moins flagrants mais tout aussi significatifs sont les changements d'orientation politique et de gouvernance associés au retour à un schéma d'« égalité de traitement ». La focalisation sur la discrimination comme principal enjeu a permis un retour à une perspective politique qui s'accorde confortablement avec une conception libérale de la société. Là où beaucoup de féministes ont voulu dépasser un cadre anti-discrimination et ont combattu pour changer la famille et les autres rapports sociaux, le retour à une approche

d'égalité de traitement et à l'arène judiciaire marginalise cette vision plus large. La marginalisation d'une lecture sociale des inégalités de genre est davantage amplifiée par l'adoption d'une perspective d'investissement social, qui imagine des parcours de vie « masculinisés » et ne cherche pas à changer grand-chose dans les comportements des hommes.

Ces facteurs ont des conséquences pour chacune des trois dimensions du régime de citoyenneté. Faute de faire attention aux conséquences imprévues aussi bien qu'aux offensives politiques, celles et ceux qui veulent améliorer et défendre la citoyenneté des femmes doivent s'attendre à de lourdes défaites. Cependant, les acteurs ne se confrontent jamais à des structures inamovibles, l'action est toujours possible et, par conséquent, le mot d'ordre est : vigilance ! ■

BIBLIOGRAPHIE

- AHRENS, Petra, « Indirect Opposition: Diffuse Barriers to Gender+ Equality in the European Union », in Mieke Verloo (dir.), *Varieties of Opposition to Gender Equality in Europe*, NY: Routledge, p. 77-97, 2018.
-
- DEL RE, Alisa, et al., « Quelle citoyenneté pour les femmes ? État des lieux et perspectives (1987-2012) » *Cahiers du Genre*, N° 54, p. 67-92, 2013.
-
- JENSON, Jane, « Politiques publiques et investissement social: quelles conséquences pour la citoyenneté sociale des femmes ? » *Cahiers du Genre*, hors série, 2011, p. 21-43, 2011.

JENSON, Jane, « Des frontières aux lisières de la citoyenneté », in Jane Jenson, Bérangère Marques-Pereira et Éric Remacle (dirs), *L'état des citoyennetés en Europe et dans les Amériques*, Montréal: Presses de l'Université de Montréal, p. 23-30, 2007.

—

KUHAR, Roman et David PATERNOTTE (dirs), *Anti-Gender Campaigns in Europe*, Lanham, MD: Rowman & Littlefield, 2018.

—

LEWIS, Jane, « Work/family reconciliation, equal opportunities and social policies: the interpretation of policy trajectories at the EU level and the meaning of gender equality » *Journal of European Public Policy*, 13: 3, p. 420-37, 2006.

—

MARQUES-PEREIRA, Bérangère, « Abortion Rights: Rights and Practices of Citizenship in a Multilevel Setting », in Mireille Paquet, Nora Nagels et Aude-Claire Fourot (dirs.), *Citizenship as a Regime. Canadian and International Perspectives*, Montréal: McGill-Queen's University Press, p. 238-54, 2018.

—

RAZAVI, Shahra, « Addressing/Reforming care, but on whose terms » in Shirin M. Rai and Georgina Waylen (dirs.), *New Frontiers in Feminist Political Economy*, Milton Park, Routledge, p. 114-34, 2014.

—

SARACENO, Chiara, « A Critical Look to the Social Investment Approach from a Gender Perspective », *Social Politics*, 22: 2, 257-69, 2015.

—

VERLOO, Mieke, Introduction: Dynamics of Opposition to Gender+ Equality in Europe », in Mieke Verloo (dir.), *Varieties of Opposition to Gender Equality in Europe*, NY: Routledge, p. 3-18, 2018.

—

VERLOO, Mieke, « Multiple Inequalities, Intersectionality and the European Union », *European Journal of Women's Studies*, 13: 3, p. 211-228, 2006.

*Il nous faudra pédaler encore un moment...
Dessin repris de la revue "Femmes", années 1950.*

